

# Les oléo-protéagineux dans la CEE : perspectives d'avenir

**Burny Ph.**

Faculté des Sciences Agronomiques  
Unité d'Economie rurale  
Passage des Déportés, 2  
B - 5800 Gembloux

**N° CDU**

633.85/338.984.4(4)

**Mots clés**

*Oléo-protéagineux, CEE, avenir*

## Résumé

L'agriculture européenne se trouve aujourd'hui dans une phase d'interrogations multiples. Après une période d'expansion extraordinaire, l'heure est à la limitation des productions. Le système des quotas se généralise aux principales productions, sous diverses formes. Contrairement à la situation prévalant il y a quelques années, on dispose, actuellement, de trop de terres. Que faut-il en faire ?

Une des voies possibles est la culture des oléo-protéagineux, dont la Communauté est fortement déficitaire.

Cet article tente de dégager les perspectives d'avenir dans ce secteur important. Pour cela, seront abordés successivement :

- la situation prévisible, en l'an 2000 et dans un cadre mondial, sur les marchés des huiles et des tourteaux;
- l'évolution probable dans les divers maillons de la filière : production, transformation, commerce, consommation;
- la tendance générale de la politique communautaire en ce domaine;
- les aspects favorables au développement des cultures oléo-protéagineuses dans la Communauté.

Si de nombreux éléments entrent en ligne de compte et soulèvent des questions, l'avenir des oléo-protéagineux dépend avant tout de la volonté politique des dirigeants européens et de sa traduction sur le plan financier : ces cultures doivent être rémunératrices pour les producteurs.

---

### 1. Introduction

Tenter de discerner l'avenir, quel que soit le sujet d'intérêt, constitue un exercice périlleux et toujours bien aléatoire. C'est tout particulièrement le cas lorsque l'on traite des oléo-protéagineux dans la CEE. Il y a à cela plusieurs raisons techniques fondamentales.

D'abord, les sources de matières grasses et de protéines sont extrêmement diverses : produits végétaux ou animaux, tempérés ou tropicaux, à teneur faible ou élevée, à composition en acides gras ou acides aminés très variable, etc... Ensuite, les utilisations sont également fort nombreuses : alimentation humaine ou animale, usages industriels tous azimuts (pharmacie, peinture, colorants, lubrifiants, plastiques, recouvrement de bois, colles,...). Enfin, les substitutions entre les sources sont très souvent réalisables dans une large mesure.

De plus, l'organisation du marché européen

a subi ces dernières années des modifications importantes et les enjeux internationaux sont considérables. Le marché intérieur étant très ouvert, l'avenir des productions oléo-protéagineuses en Europe dépend fortement des circonstances internationales. Dans cette optique, il sera question, dans les lignes suivantes, de perspectives concernant la demande et l'offre de matières grasses et de protéines dans le monde.

### 2. Le cadre mondial

#### 2.1. Facteurs déterminant la demande de matières grasses et de protéines dans le monde

La demande de matières grasses et de protéines peut être expliquée par les deux facteurs suivants : la taille de la population et la consommation par tête.

### 2.1.1. Evolution du niveau de population

Le niveau de population qu'atteindra un pays dans le futur dépend essentiellement de critères sociaux. Le taux de natalité dépend de la structure même de la société. Le poids de la tradition est important en ce domaine. Dans de nombreux pays, l'enfant constitue la seule richesse et est la garantie pour les parents de pouvoir disposer de main-d'œuvre et, plus tard, d'être pris en charge lorsqu'ils seront trop vieux. La tendance y est donc à la fréquence des grandes familles. Dans les pays industrialisés, par contre, l'éducation des enfants y est plus longue, et plus onéreuse car il faut atteindre un certain niveau de vie. Le rôle de la femme y est aussi profondément changé (travail à l'extérieur notamment), si bien que la tendance est à la diminution du nombre d'enfants, à tel point que, dans un pays comme la RFA, le simple renouvellement des générations est loin d'être assuré.

L'avenir de l'évolution du taux de natalité est surtout conditionné par le succès ou l'échec des politiques menées par certains pays en voie de développement en vue de généraliser les techniques de contraception ou de stérilisation pour juguler une augmentation galopante de leur population, qui peut même mettre en danger l'équilibre écologique de ces régions (désertification au Sahel).

Le taux de mortalité, quant à lui, dépend essentiellement des conditions d'hygiène. Celles-ci restent déplorables dans bien des régions du monde. Néanmoins, des efforts considérables ont été réalisés, notamment grâce à l'aide internationale, à des organisations non-gouvernementales,.... Par exemple, des millions de vaccinations sont réalisées chaque année. Mais le taux de mortalité est également influencé par des phénomènes politiques : guerres, répressions, entraînant exécutions, déportations, famines,....

Comme pour le taux de natalité, c'est dans les pays en voie de développement que le taux de mortalité est le plus élevé et que son évolution est la plus incertaine. La politique de santé continuera-t-elle à faire des progrès et à porter ses fruits, et dans quelle mesure ? Les problèmes politiques trouveront-ils une solution pacifique ou, au contraire, les conflits s'envenimeront-ils ?

On voit que bien des éléments sont difficilement prévisibles. Néanmoins, pour les prochaines années, on peut avancer quelques grandes lignes avec un minimum de sûreté.

D'après des projections des Nations-Unies et de Oil World, l'augmentation annuelle moyenne de la population mondiale, d'ici l'an 2000, sera d'environ 80 - 85 millions d'unités. Ayant atteint le chiffre de 5 milliards en 1987, la population mondiale devrait donc se situer un peu au-dessus de 6 milliards en l'an 2000. Cependant, cet accroissement des effectifs sera très inégalement réparti à travers le globe. Ainsi, dans les pays développés (Europe, Amérique du Nord), la hausse, déjà très faible, devrait continuer de l'être. On prévoit, pour la CEE, une augmentation de 8 - 9 millions d'habitants, soit moins de 1 % de l'augmentation totale. Le rôle le plus important sera joué par les pays en voie de développement dont, logiquement, les plus peuplés d'entre eux, comme la Chine et l'Inde. La plupart des pays africains connaîtront une hausse très forte de leur population, bien que le rythme d'accroissement soit en baisse (2,1 % par an entre 1966 et 1971,  $\pm$  1,5 % en 2000).

La population vivant dans des pays développés aura une part relative plus faible dans le total mondial : 18,7 % contre 21,3 en 1987. En conclusion, d'ici l'an 2000, le nombre de bouches à nourrir aura augmenté de 20 %. L'accroissement proviendra quasi exclusivement des pays en développement.

### 2.1.2. La consommation par tête

La consommation individuelle de matières grasses et de protéines subit l'influence d'une foule de facteurs. Cependant, le facteur principal semble bien être le niveau économique général. Les pays économiquement développés assurent à leurs habitants un pouvoir d'achat relativement élevé. La consommation sera d'autant plus élevée que le revenu national sera mieux distribué. Mais ces pays assurent aussi une distribution convenable des produits et un approvisionnement régulier.

Un autre élément important réside dans les habitudes alimentaires. Celles-ci déterminent non seulement les quantités consommées, mais aussi le type d'aliment. Ainsi, les habitants du bassin méditerranéen sont fortement attachés à l'huile d'olive, à tel point qu'elle constitue un des traits caractéristiques d'une civilisation. Ces habitudes sont souvent liées aux conditions climatiques, mais pas nécessairement.

On peut encore citer des éléments tels que : la taille du ménage (plus le ménage est

grand, plus la consommation par tête est faible), la profession du chef de famille (influence sur le revenu, mais aussi sur les habitudes alimentaires), la zone d'habitat (liée au mode de vie, aux facilités d'approvisionnement), l'âge de la ménagère (connaissance dans la jeunesse de produits différents, mode de vie, état d'esprit même, niveau de formation et d'information,...), etc...

## 2.2. Le marché des huiles

### 2.2.1. Demande de matières grasses

Dans le passé, on a constaté une augmentation constante, mais irrégulière quant à son ampleur, de la consommation individuelle d'huiles et graisses dans le monde. D'après Oil World, la consommation par tête des dix-sept principales huiles et graisses atteint 15 kg au niveau mondial et 40 kg pour la CEE et les USA. Dans le futur, cette consommation moyenne devrait continuer à augmenter, et tout particulièrement dans de grands pays s'ouvrant au monde et où la vie économique est quelque peu libéralisée, entraînant une hausse de la demande et une relance d'activités industrielles et commerciales. On pense ainsi aux pays communistes tels que la Chine et l'URSS, tout comme quelques pays de l'Europe de l'Est. Mais l'ouverture sur le monde, essentiellement dominé par les pays capitalistes, permet également l'adoption de nouveaux modes de vie, en ce compris des modèles d'alimentation. C'est le cas, par exemple, pour le Japon, où la consommation d'huiles et graisses était très faible mais est en forte hausse. Des pays comme le Brésil et l'Indonésie, profitant de leur essor économique, devraient aussi voir augmenter leur consommation de matières grasses.

Par contre, dans la plupart des pays développés, on semble avoir atteint la saturation. Plus même, l'allègement des tâches physiques et la prise en compte des aspects diététiques peuvent parfois provoquer une baisse de la consommation par tête de matières grasses.

Au total, on peut finalement prévoir une augmentation de 40 % de la demande d'huiles et graisses, soit plus de 100 millions de tonnes en 2000. Ce chiffre est environ 4 fois plus élevé que ce qu'il était en 1958, lors de la création de la Communauté.

### 2.2.2. Quelles huiles consommera-t-on ? Offre de matières grasses

L'huile de soja occupe une place très importante et devrait continuer à jouer un rôle primordial. En effet, c'est une culture de base aux Etats-Unis. Le soja est aussi en plein développement en Amérique du Sud (Brésil, Argentine) et en Europe (Italie, France) et des essais sont réalisés dans bien des pays pauvres. Il ne faut pas oublier que l'huile de soja n'est en fait, actuellement, que le sous-produit de la trituration, le produit principal étant le tourteau.

L'huile de palme devrait continuer à améliorer sa position. La culture du palmier à huile est toujours en expansion, surtout en Indonésie et en Malaisie, et de vastes programmes de plantation sont encore en cours. Le palmier à huile a deux grands avantages : la production d'huile par hectare est très élevée (3-4 tonnes, avec un potentiel double) et la main-d'œuvre nécessaire est, actuellement du moins, bon marché.

Les deux autres huiles qui ont le plus progressé sont le colza et le tournesol. Les principaux producteurs de colza sont la Chine, le Canada, l'Inde et la CEE à 12, cette dernière étant le principal exportateur d'huile (2/3 du marché) et un grand importateur (20-25 % du marché). Pour le tournesol, les principaux producteurs sont la CEE, l'URSS, l'Argentine et la Chine. La Communauté à 12 est, ici aussi, le principal acteur sur le marché mondial (un quart des exportations, après l'Argentine, et 1/5 des importations). De nombreuses autres huiles ont vu leur production augmenter, mais moins rapidement que pour les quatre précitées. Leur part de marché a donc décliné. Il est intéressant de noter également la diminution du rôle joué par les graisses animales (suif, saindoux, huile de poisson,...).

Finalement, il semble bien que, d'ici l'an 2000, le palmier occupera une place de plus en plus en vue, le soja restera un élément solide, soutenu par une organisation efficace, le colza et le tournesol devraient eux aussi avoir une bonne place, bien que ceci dépende fortement du niveau de soutien accordé par la CEE.

### 2.2.3. Confrontation de l'offre et de la demande de matières grasses

Comparant l'offre et la demande en l'an 2000, on constate que les principaux pays

déficitaires seront probablement la Chine, l'Inde et l'URSS. Les problèmes économiques et politiques dans ces pays détermineront l'ampleur du déficit entre la demande et la production intérieure.

Les pays susceptibles d'avoir une place de choix sur le marché mondial à l'exportation sont ceux qui disposent d'un fort potentiel de production (superficies, climat, technologie), surtout si leur population est relativement faible. Ce sont la Malaisie et l'Indonésie (palmier), l'Argentine (soja, tournesol), le Brésil et les Etats-Unis (soja).

### 2.3. Le marché des tourteaux

#### 2.3.1. Demande de tourteaux

La demande de tourteaux est surtout liée à la consommation de viande. Elle est également liée au mode d'alimentation des animaux. Elle a connu une croissance très forte dans les années 60-70, avec notamment le courant d'échanges, entre les Etats-Unis et la CEE, de graines et de tourteau de soja. Dans les années qui viennent, l'augmentation de la consommation de viande et les progrès de l'élevage intensif à travers le monde entraîneront une hausse des besoins en tourteaux. Dans les pays développés, la demande de viande devrait pourtant stagner, car il semble que l'on ait atteint un maximum (plus de 100 kg par personne et par an aux USA par exemple). Par contre, les pays en voie de développement ou qui pourraient connaître un essor économique, comme la Chine, l'URSS, le Brésil, verront le marché de la viande s'élargir. Dans de nombreux pays, il est clair, en effet, qu'une hausse du revenu par personne provoque une substitution des protéines végétales par des protéines animales. La consommation de produits laitiers y prend aussi de l'ampleur. En conséquence, la demande de tourteaux continuera d'augmenter à un bon rythme, mais néanmoins, semble-t-il, moins rapidement que lors des dernières décennies, à cause de la saturation observée dans les pays riches.

#### 2.3.2. Offre de tourteaux

Il faut ici distinguer deux choses : d'une part les tourteaux sous forme de graines et d'autre part les tourteaux en tant que co-produit de la fabrication de l'huile. A ce propos, il faut remarquer que certains pays disposent d'une très importante industrie de la trituration

alors même qu'ils ne sont que de faibles producteurs de graines. C'est le cas par exemple pour la CEE, qui cultive très peu de soja mais triture annuellement des graines donnant plus de 10 millions de tonnes de tourteau.

Les grands fournisseurs de tourteaux seront donc les grands pays producteurs de graines oléo-protéagineuses, comme les USA, le Brésil et l'Argentine, ainsi que ceux disposant de grandes capacités de trituration. Il est à noter que la plupart des grands pays producteurs de graines veulent promouvoir leur industrie de la trituration, pour garder la valeur ajoutée ainsi produite.

#### 2.3.3. Confrontation de la demande et de l'offre de tourteaux

Si les productions oléo-protéagineuses européennes ne progressent pas encore fortement, la CEE devrait constituer dans l'avenir la principale zone déficitaire en tourteaux dans le monde. L'URSS, suite à une hausse rapide de la demande, sera probablement un grand importateur. L'Europe de l'Est, le Proche-Orient, l'Afrique du Nord et les pays du Sud-Est asiatique seront dans le même cas.

Il est prévisible que ces déficits seront comblés par le tourteau de soja, en grande partie, mais aussi par le tourteau de tournesol, en provenance des USA et d'Amérique du Sud.

### 2.4. Quantités totales de graines triturées

Il résulte de ce qui précède que les quantités totales de graines oléagineuses qui devront être triturées pour satisfaire la demande atteindront 230 millions de tonnes, soit 40 % de plus qu'aujourd'hui. La croissance devrait se poursuivre dans les années futures, mais moins rapidement que dans le passé. L'augmentation des capacités de trituration se produira surtout en URSS, en Chine, en Argentine et au Brésil.

## 3. Eléments pouvant avoir quelque influence sur l'avenir de la filière oléo-protéagineuse

### 3.1. La production

La recherche agronomique joue ici un rôle primordial. Quelle que soit l'espèce envisagée, la sélection va permettre d'améliorer encore les rendements. D'autres points capitaux sont : la composition en huiles et en protéines (balance en acides gras et en acides aminés), l'adaptation à de nouveaux

environnements, la meilleure exploitation des ressources par la plante. Dans ce domaine, le génie génétique, science nouvelle et en plein développement, permet des espoirs inconcevables il y a seulement quelques années. L'homme est devenu lui-même un créateur d'espèces. Ne verra-t-on pas, bientôt, apparaître une plante révolutionnaire, totalement inconnue jusqu'ici, présentant une composition chimique idéale pour un usage bien déterminé ? De surcroît, cette plante fera-t-elle preuve d'une "efficacité biologique" accrue, en utilisant mieux, par exemple, l'énergie mise à sa disposition pour l'élaboration de sa propre structure ?

Sans aller si loin, on peut cependant envisager des progrès tangibles tels que :

- pour le palmier : augmentation des rendements, augmentation de la part de l'oléine (huile fluide) dans la teneur en matières grasses, amélioration de la précocité (entrée en production après un an et demi au lieu de trois ans);
- pour le soja : amélioration des rendements (ils sont encore relativement faibles dans certaines régions des Etats-Unis par exemple), diversification des types de soja (qualité de l'huile et des protéines);
- pour le colza : création d'hybrides (potentiel de rendement), qualité des huiles et des protéines (ex : colza 00). Il faut noter ici l'aptitude du colza à la culture in vitro;
- pour le tournesol : croisement avec des espèces sauvages en vue d'une meilleure adaptation à de nouveaux climats et d'une meilleure résistance aux maladies;
- protéagineux : augmentation des rendements, meilleure résistance à la verse, élimination des facteurs anti-nutritionnels. Il faut remarquer ici que la fixation symbiotique entraîne pour la plante un certain coût énergétique. Les rendements en protéagineux devraient donc rester inférieurs à ceux obtenus en céréales.

On constate donc que, à travers le monde, des moyens de plus en plus considérables sont mis en œuvre pour améliorer significativement la culture des oléo-protéagineux. Cependant, plusieurs espèces font l'objet de ces efforts. Une course est donc engagée et la concurrence se fait de plus en plus effrénée. Qui en sortira vainqueur ?

D'autres plantes sont encore à l'étude, mais leur développement n'est envisageable qu'à long terme.

### 3.2. La transformation

Les prochaines années verront une évolution des techniques mais non une révolution. Vu les coûts relativement élevés de l'énergie, les procédés mis en œuvre devront s'avérer plus économiques à point de vue. Le nouvel outil que constitue l'informatique sera de plus en plus employé (contrôle, automatisation). Il est aussi probable, suite notamment à la réalisation du grand marché européen, que l'industrie de la trituration se concentrera et augmentera ses capacités unitaires.

Des techniques nouvelles qui peuvent se développer sont le dépelliculage des graines et l'extraction par des gaz de produits thermo-sensibles à haute valeur ajoutée. Il faut aussi promouvoir les méthodes d'élimination des facteurs anti-nutritionnels.

Mais le rôle de la transformation ne doit pas se limiter à broyer des graines. Elle doit s'intégrer de plus en plus dans la filière, et y jouer un rôle central et régulateur, un rôle de "tampon" entre l'amont et l'aval. Les industries de trituration doivent informer les producteurs concernant la quantité et la qualité des oléo-protéagineux à fournir. Elles peuvent jouer un rôle d'encadrement et de signal pour préciser les besoins du marché des huiles et des protéines. Vis-à-vis des utilisateurs de ces produits, elles doivent leur procurer des biens de la meilleure qualité, correspondant aux usages souhaités, et au meilleur prix possible.

La création d'interprofessions, comme en France, permet une meilleure information de tous ses membres et la défense des intérêts communs à toute la filière, tout en préservant ceux de ses constituants (recherche technique, génétique, prospection des marchés, lobbying,...). En Belgique, l'Association pour la Promotion des Protéagineux et Oléagineux s'est lancée également sur cette voie.

### 3.3. Le commerce

C'est probablement dans ce secteur que les perspectives d'avenir sont les plus aléatoires. Quelles seront, en effet, les conditions d'échange sur les marchés internationaux ? En février 1988, par exemple, le gouvernement américain a déposé une plainte au GATT concernant les aides accordées par la Communauté européenne à la production d'oléagineux, en mettant en cause le règlement de base datant de 1966 !

On connaît également les dangers liés à l'existence de prix garantis sans aucune limi-

tation quantitative. A ce point de vue, on a pu dire que la Politique Agricole Commune a été victime de son succès : des productions parfois largement excédentaires ont entraîné des coûts devenus trop élevés. Les Etats-Unis connaissent aussi ce délicat problème, situé de plus en plus dans le cadre d'un budget fédéral largement déficitaire. Bien souvent, le marché mondial n'est considéré que comme le lieu où l'on peut déverser ses excédents. Mais, dans le cas du soja aux Etats-Unis par exemple, les débouchés extérieurs sont devenus d'une absolue nécessité. On peut considérer que la moitié de leur production nationale est destinée à l'exportation, surtout sous forme de graines. Il est donc bien compréhensible que l'American Soybean Association, la puissante, ancienne et dynamique interprofession du soja, tente par tous les moyens de maintenir les parts de marché américaines.

D'autres pays sont également intéressés à augmenter leurs exportations. Pour certains, d'ailleurs, il s'agit en fait d'une obligation. On songe ici aux pays en voie de développement qui doivent retirer des ressources de leur commerce extérieur pour financer la croissance économique ou tout simplement payer leur dette internationale sous la pression du FMI. Ceci concerne par exemple l'Indonésie et la Malaisie avec la promotion de l'huile de palme, l'Argentine et le Brésil avec le soja et ses produits.

D'autres pays encore ont développé une importante industrie de la trituration et doivent assurer leur approvisionnement pour les rentabiliser. Il faut alors produire soi-même des quantités élevées de graines ou se tourner vers l'importation. C'est le cas de la CEE, qui se trouve déjà en situation de surcapacité.

Ici comme ailleurs, de nouveaux outils peuvent être mis à la disposition des opérateurs commerciaux, par exemple un marché à terme du colza et du tournesol, les techniques de communication,...

### **3.4. La consommation**

#### *3.4.1. Consommation humaine*

La consommation humaine est profondément marquée par le mode de vie, les habitudes alimentaires. Or, des changements apparaissent, notamment avec la mécanisation des tâches, qui rend les besoins énergétiques moins élevés, et la prise de conscience des

problèmes diététiques. La publicité joue aujourd'hui un rôle inconnu il y a peu, à tel point que l'on a pu dire que l'offre dictait la demande, plutôt que l'inverse. On constate que les jeunes sont, dans l'ensemble, moins sensibles que leurs aînés à l'origine des produits. Pourtant, on ne peut nier l'importance de la faveur actuelle du public pour les produits dits "biologiques" ou "naturels". Quoiqu'il en soit, dans les pays développés, les diététiciens et les médecins insistent depuis plusieurs années sur la part trop belle qui est faite aux graisses dans notre alimentation. De fait, les consommateurs sont de plus en plus attirés par les matières grasses dites "allégées". On voit aussi apparaître sur le marché des mélanges matières grasses animales - matières grasses végétales. La diversification est, ici aussi, à l'ordre du jour.

#### *3.4.2. Consommation animale*

Dans ce domaine, la consommation de tourteaux déficitaires en l'un ou l'autre acide aminé pourrait être favorisée par des acides aminés de synthèse (lysine, tryptophane,...). Le traitement enzymatique peut également être cité pour décomposer les matières difficilement digestibles à l'état brut. D'autres techniques, comme le décorticage des graines et l'extrusion sont susceptibles de promouvoir la consommation des tourteaux par les animaux.

#### *3.4.3. Usages industriels*

Les usages industriels des matières grasses et des protéines sont extraordinairement nombreux. L'avenir est donc bien difficile à circonscrire dans cette branche. On utilisera peut-être plus le cracking des huiles, de façon à obtenir séparément les diverses composantes pour un usage spécifique. Un grand espoir de débouché réside dans l'utilisation des huiles comme carburant. Elles peuvent être utilisées à l'état brut, mais cela nécessite la transformation des moteurs et des problèmes de longévité de ceux-ci se posent. Une meilleure solution consiste à produire, à partir de l'huile, des esters méthyliques et de réaliser un mélange avec du gazoil. Cependant, il reste un problème : que faire du coproduit, la glycérine ?

En bref, bien des opportunités restent possibles pour les huiles et les protéines dans leur ensemble, mais l'interrogation subsiste quant aux plantes qui assureront la production.

## 4. Les oléo-protéagineux dans la Communauté Economique Européenne

### 4.1. Productions et superficies

L'expansion des cultures oléo-protéagineuses en Europe a été véritablement explosive ces quinze dernières années. Pratiquement négligeable dans les années 1973-74 où sévissait l'embargo américain sur le soja, la production de l'ensemble colza + tournesol + soja a dépassé 11 millions de tonnes de graines en 1988, sur une superficie de l'ordre de 5 millions d'hectares. De fortement marginales au début des années 70, les plantes oléo-protéagineuses sont aujourd'hui une des productions végétales de base de l'agriculture européenne.

Bien qu'ayant suivi, ces dernières années, une destinée semblable, le colza, le tournesol et le soja ont pourtant une histoire toute différente. En effet, le colza n'est pas une plante de culture récente sur notre vieux continent. Au siècle dernier, il a occupé des superficies considérables. Pratiquement disparu suite à l'acquisition des colonies et l'importation massive d'huiles tropicales, il fut remis en honneur pendant la seconde guerre mondiale, qui avait rendu impossibles de nombreux flux commerciaux. Pourtant, dès la paix revenue, la culture du colza périclita de nouveau. Il y a à cela plusieurs raisons, dont la reprise du commerce avec les colonies et le fait que, par cela même, on pouvait se passer de la production sur notre sol de graines oléagineuses, alors que les céréales étaient gravement déficitaires et que l'on sortait d'une longue et pénible période de privations diverses. Après-guerre, on a également souhaité développer notre élevage, lequel était resté, le plus souvent, au stade artisanal. Le programme mis sur pied alors, avec l'aide des Américains, mais aussi dans leur intérêt économique et politique, était très ambitieux et a entraîné en Europe une croissance jamais enregistrée précédemment. Cependant, l'Europe dut faire des choix. D'une façon qui paraît logique au vu des circonstances de l'époque, on "sacrifia" les cultures oléagineuses au profit des céréales, de la betterave sucrière et de l'élevage. Non protégée de la concurrence étrangère et coloniale, la culture du colza entama une régression rapide. On comprend la politique de l'époque : les matières grasses étaient fournies par des pays avec qui on gardait des liens privilégiés (colonies ou anciennes colo-

nies) tandis que la libération de terres permettait une hausse du taux d'autoapprovisionnement en céréales. Ce système fonctionna jusqu'en 1973. L'élevage européen était prospère, mais on s'aperçut alors que ce n'était qu'un géant aux pieds d'argile. Par ailleurs, les productions de céréales, de lait, de sucre, connaissaient des hausses spectaculaires. Puisque l'Europe devenait autosuffisante pour les principales productions, on pouvait donc se tourner résolument vers la promotion des cultures déficitaires, surtout quand le déficit rend très vulnérable une part importante de notre économie.

Le colza, ainsi d'ailleurs que le pois protéagineux ont alors connu, de nouveau, la faveur des agriculteurs. De 500.000 ha en 1977, les superficies en colza sont passées à 1.800.000 ha en 1988. La production est passée de 400.000 tonnes en 1973 à 5,9 millions de tonnes en 1988 ! Il s'agit d'un véritable "boom", d'autant plus que le colza fait aujourd'hui l'objet de grands efforts de la recherche agronomique (rendement, pratiques culturales, lutte phytosanitaire...). La France produit environ 2,5 millions de tonnes, la RFA et la Grande-Bretagne chacune 1,2-1,3 millions de tonnes, et le Danemark  $\pm$  600.000 tonnes.

Le tournesol, quant à lui, bien qu'introduit par les Espagnols dès le 16<sup>e</sup> siècle, n'a connu de véritable succès comme plante de grande culture que pendant ces dernières années. Son envolée a été, cependant, aussi extraordinaire que celle du colza : d'une production de 400.000 tonnes (CEE à 12) en 1974, on dépasse les 4 millions de tonnes en 1988, soit une multiplication par dix ! Le tournesol est essentiellement cultivé en France et en Espagne, où il a bénéficié d'une organisation de marché très favorable dès les années 60. Son aire de dispersion est limitée par les conditions climatiques, mais la recherche permet néanmoins de le cultiver de plus en plus vers le Nord.

La troisième plante oléo-protéagineuse importante cultivée dans la Communauté est le soja. La progression de cette culture a été plus impressionnante encore que pour le colza et le tournesol. Pratiquement nulle il y a cinq ans, la production dépasse 1,5 millions de tonnes en 1988. L'ascension a été particulièrement forte en Italie, sous l'impulsion de la firme multinationale Ferruzzi. La France est l'autre grand producteur européen. Il faut noter ici que ce sont bien les circons-



rances économiques qui constituent l'élément majeur en faveur ou en défaveur d'une culture. En effet, contrairement à ce que l'on pourrait croire, le soja n'est pas une découverte très récente pour l'Europe. Des essais furent réalisés dès avant la seconde guerre mondiale, et notamment à Gembloux (professeurs Journée et Tilkin, 1940). Les conditions de développement n'étaient pas remplies. Evidemment, le climat y est pour beaucoup et le soja ne peut, aujourd'hui encore, dépasser une limite Nord. A cet égard, comme pour bien d'autres plantes, la sélection peut changer bien des choses et rendre possible demain ce qui était impensable hier.

Les figures 1 et 2 illustrent l'évolution récente des superficies et des productions en colza, tournesol et soja dans la Communauté.

#### 4.2. Coût de la politique des oléo-protéagineux et conséquences

Basé sur le système des paiements compensatoires, c'est-à-dire la différence entre le prix indicatif (colza, tournesol) ou le prix d'objectif (soja) et le cours du marché mondial, le soutien de la production des oléo-protéagineux, à cause des prix bas régnant sur les marchés mondiaux, coûte de plus en plus cher à la Communauté, comptant pour une part de plus en plus élevée dans le budget du FEOGA.

Ne s'élevant qu'à 91 millions d'Ecus en 1977,

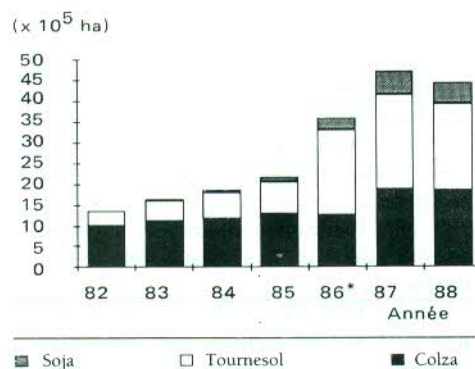
le coût de soutien passe à 1 milliard en 1983 et à 3,3 milliards d'Ecus en 1988, à tel point que seuls les secteurs des céréales et du lait entraînent des dépenses plus grandes.

Pour éviter un dérapage trop important, la Communauté a instauré un système de seuils de garantie qui entraînerait, en cas de dépassement, une réduction automatique du prix indicatif pour la campagne suivante. Cependant, devant l'inefficacité de la mesure, la Communauté a instauré, en février 1988, un système de Quantités Maximales Garanties, touchant le colza, le tournesol, le soja (malgré un taux d'auto-approvisionnement très faible), et aussi l'ensemble des protéagineux (pois, fèves, féveroles et lupins). Si la Quantité Maximale Garantie est dépassée, le prix indicatif ou d'objectif est diminué proportionnellement au dépassement, et cela rétrospectivement, dès le début de la campagne en cours.

Les Quantités Maximales Garanties sont les suivantes, pour les campagnes de commercialisation 1988/89, 1989/90 et 1990/91 :

- pour les graines de colza et de navet :
  - 4.500.000 tonnes pour la CEE à 10;
  - 12.900 tonnes pour l'Espagne;
  - 1.300 tonnes pour le Portugal;
- pour les graines de tournesol (Règlement CEE n° 1100/88 du Conseil du 25 avril 1988, J.O.C. n° L 110/12 du 29.04.1988) :
  - 2.000.000 tonnes pour la CEE à 10;
  - 1.411.800 tonnes pour l'Espagne;
  - 63.600 tonnes pour le Portugal en 1988/89;

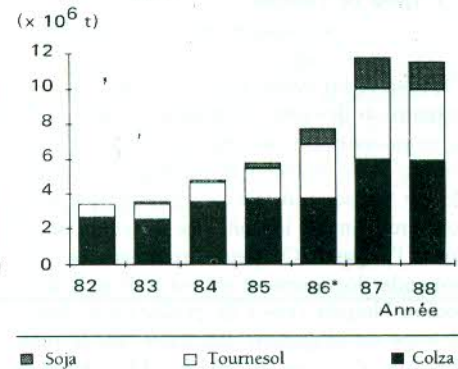
Figure 1 Evolution récente des superficies en colza, tournesol et soja dans la CEE



\* on passe de la CEE à 10 à la CEE à 12

Source : Eurostat - Production végétale

Figure 2 Evolution récente de la production en colza, tournesol et soja dans la CEE



\* on passe de la CEE à 10 à la CEE à 12

Source : Eurostat - Production végétale

- 75.000 tonnes pour le Portugal en 1989/90;

- 90.000 tonnes pour le Portugal en 1990/91.

- pour les graines de soja (Règlement CEE n° 1103/88 du Conseil du 25 avril 1988, J.O.C. n° L 110/15 du 29.04.1988) :

- 1.300.000 tonnes pour la CEE à 12.

Pour toutes ces productions, la pénalisation est la même : le prix indicatif ou d'objectif sera diminué, pour la campagne 1988/89, de 0,45 % pour chaque tranche de 1 % de dépassement de la quantité garantie. Pour les campagnes 1989/90 et 1990/91, la pénalisation sera portée à 0,50 % (Règlements CEE n° 1099/88 et 1102/88 du Conseil du 25 avril 1988, J.O.C. n° L 110/11 et L 110/14 du 29.04.1988).

Pour définir la pénalisation, on procède, par exemple pour le colza, comme suit : vers la fin du mois d'août 1989 (en tout cas, avant le 31 août), on arrête la production effective de colza de la campagne 1988/89, laquelle s'est terminée le 30 juin. En même temps, on estime la production pour la campagne 1989/90. Tenant compte à la fois de la production de la campagne écoulée et de la campagne commençante, on établit en quelque sorte une pénalisation moyenne. Le prix ainsi déterminé vaudra pour l'ensemble de la campagne 1989/90, c'est-à-dire qu'il est aussi valable, rétroactivement, à partir du 1er juillet 1989.

Pour le tournesol et le soja, les dates limites de fixation des prix sont, respectivement, le 30 septembre et le 31 octobre (les campagnes se déroulant du 1er août au 31 juillet et du 1er septembre au 31 août, respectivement).

### 4.3. Quid de l'avenir ?

Au vu de la politique menée ces dernières années, il est indéniable que l'on tente d'appliquer un solide coup de frein à l'expansion des oléo-protéagineux dans la Communauté. Les raisons en sont principalement d'ordre financier et politique. Au point de vue financier, il faut reconnaître que le coût croissant de la politique agricole conduit à l'impasse. On peut, cependant, se demander logiquement s'il est judicieux de vouloir bloquer l'essor de productions dont l'Europe est largement déficitaire. Sur le plan politique, il est un fait que la CEE subit de fortes pressions de la part des autres pays, et surtout de son puissant allié que sont les

Etats-Unis. Ceux-ci voient d'un mauvais oeil la montée d'un concurrent de plus en plus dangereux dans de multiples secteurs agricoles, et cela alors même que l'agriculture américaine connaît de graves difficultés. Par ailleurs, des pays comme l'Argentine, le Brésil ou la Malaisie ont grand besoin de développer leurs exportations et considèrent la CEE comme un concurrent "déloyal".

Les politiques agricoles à travers le monde sont, actuellement, totalement remises en cause dans les négociations au GATT, les Etats-Unis préconisant la suppression de toutes les aides à l'agriculture. La CEE, plus réaliste, se prononce pour une réduction progressive des subsides au secteur agricole, avec des mesures accompagnatrices. Il faut donc bien convenir que, dans les prochaines années, les productions oléo-protéagineuses européennes ne jouiront plus de conditions aussi favorables à leur expansion. Les prix au kg de graines seront certainement en baisse. Néanmoins, ceci ne provoquera pas nécessairement une diminution des productions. En effet, il faut ici considérer la hiérarchie des prix plutôt que le prix absolu. La tendance étant à la baisse (céréales, sucre, ...) il se pourrait bien que les oléo-protéagineux restent rentables par rapport aux alternatives possibles et continuent à occuper une place de choix dans notre agriculture.

### 5. Eléments en faveur de la promotion des cultures oléo-protéagineuses en Europe

Plusieurs éléments peuvent être avancés en faveur de la promotion de plantes telles que le colza, le tournesol, le soja, le pois, la féverole, le lupin, etc... à l'intérieur de la Communauté européenne. Ils sont avant tout d'ordre économique et politique. On peut citer :

- le marché très large que constitue la Communauté, tant du point de vue matières grasses que protéines. Disposant de revenus élevés, les Européens sont de gros consommateurs de matières grasses et de protéines animales, notamment les viandes et les produits laitiers, qui sont obtenus de manière intensive, avec l'utilisation de grandes quantités de tourteaux. Ce marché est stable et les débouchés assurés;

- le faible taux d'auto-provisionnement en protéines. Si l'autosuffisance est quasiment atteinte dans le secteur des huiles végétales, il n'en est pas de même dans le secteur protéique où le taux d'auto-provisionnement,

concernant l'alimentation animale, est seulement de 32 % en 1987. Ce taux est cependant en nette progression par rapport à 1986, quand il n'atteignait que 26 %. Cette situation de forte dépendance dans un domaine aussi vital fait courir de grands risques à l'élevage européen. L'embargo américain de 1973 sur le soja, pour éviter une pénurie sur le marché intérieur, a provoqué une flambée des prix sur le marché mondial et un très important surcoût de production pour ceux qui dépendaient trop du modèle maïs-soja. Il apparaît donc indispensable de pouvoir compter sur un minimum de sécurité. D'autre part, il ne faut pas perdre de vue l'aspect politique d'un tel état de choses. Il est peu souhaitable, pour l'indépendance de l'Europe, de voir ses productions animales aussi vulnérables et dont la viabilité est suspendue à la volonté d'autrui ou, tout simplement, au climat qui peut régner de l'autre côté du globe. Un degré d'autosuffisance raisonnable (à définir) paraît relever de la sagesse;

- sur le plan mondial, il n'y a pas de surplus de production structurel. Si on a déjà vu des excédents lors de certaines années où les conditions climatiques ont favorisé la production tandis que régnait la récession économique, on ne peut pour autant considérer que l'offre dépasse la demande potentielle. Les débouchés existent et devraient même s'élargir fortement. La CEE, grande puissance agricole, peut très bien jouer, dans le futur, un rôle en vue sur le marché international;
- la compétitivité de nos agriculteurs n'est pas à mettre en doute. Les rendements obtenus en Europe sont généralement plus élevés que ceux obtenus ailleurs dans le monde. La formation des agriculteurs européens, leur maîtrise des techniques, le matériel dont ils disposent ne sont pas moins bons qu'aux Etats-Unis ou au Brésil. Les structures des exploitations sont évidemment différentes, et des comparaisons de prix de revient sont pratiquement impossibles, personne n'ayant jamais pu décortiquer les effets précis des diverses politiques agricoles. Il est donc bien

difficile de dire quel pays est plus ou moins économiquement compétitif;

- l'existence d'excédents dans d'autres secteurs. Si on ne cultive pas des oléo-protéagineux, on cultive des céréales ou la betterave sucrière. Or, dans ces domaines, existent déjà d'importants surplus. Si on libère les millions d'hectares consacrés dans la CEE au colza ou au tournesol, cela se traduirait par des tonnes de blé ou de sucre supplémentaires qu'il faudrait écouler, à gros frais pour les céréales, sur le marché mondial. Puisque l'Europe est excédentaire, aujourd'hui, pour plusieurs productions agricoles, et déficitaire, parfois très fortement, pour d'autres, il est logique de préconiser un rééquilibrage permettant, sans entraîner nécessairement des coûts supérieurs, d'éviter des stocks très importants ou des restitutions onéreuses d'un côté, et d'assurer un degré plus élevé d'autosuffisance de l'autre;
- l'existence d'interprofessions efficaces et bien rôdées. Il existe plusieurs interprofessions qui regroupent les différents maillons de la filière oléo-protéagineuse (ex : UNIP, CETIOM, SIDO) et qui ont déjà obtenu des résultats probants, non seulement du point de vue technique et commercial, mais aussi du point de vue scientifique. Ces groupements permettent une organisation souple des opérations de la filière, une meilleure circulation de l'information, une plus grande divulgation des résultats de la recherche, une meilleure appréhension des réalités, du réalisable et du souhaitable;
- l'existence d'une importante industrie de la trituration. La Communauté a développé sur son territoire, surtout en Europe du Nord, une industrie de trituration pouvant traiter des millions de tonnes de graines oléagineuses par an. Pour pouvoir être rentabilisées et contribuer à l'activité économique générale, ces entreprises doivent être approvisionnées régulièrement. Le problème de la sécurité des fournitures se repose ici. Il est donc crucial, pour les industriels, de pouvoir compter sur un approvisionnement minimum, assuré par nos producteurs.

---

## Conclusions

L'avenir des productions oléo-protéagineuses dans le monde semble

assuré : la demande de matières grasses et de protéines sera en hausse d'ici l'an 2000. Cependant, la question est de savoir quelles seront les sources productrices et quels pays joueront un rôle en vue ? Dans ce contexte de vive concurrence, la CEE possède incontestablement des atouts. Néanmoins, les problèmes budgétaires sont considérables et les pressions politiques redoutables. L'avenir des productions oléo-protéagineuses européennes dépend donc surtout de la volonté des dirigeants des Douze qui doivent, s'ils veulent promouvoir la culture du colza, du tournesol ou du soja, rendre ces spéculations relativement intéressantes du point de vue financier en y consacrant les moyens nécessaires.

### Bibliographie

- Agence Européenne d'Information - European News Agency. 1987. Le nouveau marché commun des matières grasses 96 p. + annexes. Bruxelles.
- BERTRAND, J.-P. et al. 1988. Le monde des Oléo-Protéagineux 318 p. Paris, Economica.
- BREUER, J.-F. 1983. Colza. Le colza au sein des rotations et assolements : aspects économiques. Revue de l'Agriculture, **36** (3), 889-892.
- CARPANTAN, J.-Y. 1988. Oléagineux européens : l'impossible protectionnisme. Agriscope, **11**, 44-50.
- Centre National des Expositions et Concours Agricoles. 1988. Les Oléo-Protéagineux : Quelles Perspectives pour l'An 2000 ? Colloque international des 3 et 4 mars, 406 p. Paris.
- Commission des Communautés européennes. 1988. La situation de l'agriculture dans la Communauté. Rapport 1987, 131 p. + annexes. Bruxelles-Luxembourg.
- LEDENT, A. 1983. Le colza. Aspects économiques généraux. Revue de l'Agriculture, **36** (3), 881-887.
- PEHAUT, Y. 1988. 25 ans de bouleversements dans l'économie mondiale des oléagineux. Oléagineux, **43** (3), 135-143.
- Unilever. 1987. Robbing Peter to Pay Paul. The EC's oilseeds policy and the proposed "stabilisation mechanism", 16 p. Rotterdam.
- Unilever. 1988. Turning Europe Yellow ? Paradoxes in Protectionism, 19 p. Rotterdam.

### Samenvatting

#### *Olie- en eiwitrijke gewassen in de EG. Vooruitzichten*

De Europese landbouw roept thans heel wat vragen op. Na een periode van buitengewone expansie is thans de tijd van de produktiebeperkingen aan de orde. Quotaregelingen zijn in diverse vormen ingesteld voor alle belangrijke produkten. In tegenstelling tot enkele jaren geleden is er nu teveel grond beschikbaar. Wat moet men daarmee aanvangen ? Een van de mogelijkheden bestaat in de produktie van olie- en eiwitrijke gewassen waaraan de Gemeenschap een groot tekort heeft.

In dit artikel wordt gepoogd te achterhalen welke vooruitzichten deze belangrijke sector biedt. Daartoe worden achtereenvolgens besproken :

- de toestand die tegen het jaar 2000 en op wereldvlak wordt verwacht in de sektor olie en veekoeken;
- de waarschijnlijke evolutie in de diverse afdelingen van de bedrijfskolom : produktie, verwerking, handel, verbruik;
- de algemene trend van het EG-beleid

terzake;

- de aspecten die gunstig zijn voor de ontwikkeling van de produktie van olie- en eiwitrijke gewassen in de EG.

Ofschoon een groot aantal elementen hierin een rol spelen en vragen doen rijzen, is het zó dat de toekomst van de sector der olie-

en eiwitrijke gewassen in de eerste plaats afhankelijk is van de politieke wil van de Europese leiders en de omzetting ervan in een aangepast prijsbeleid : deze teelten moeten immers lonend zijn voor de producenten.

---

## Summary

### *Oilseeds in the EEC : what about the Future ?*

European agriculture is nowadays in an era of multiple interrogations. After a period of extraordinary growth, the time has come to limit the productions. The quotas are generalized to the main productions, in several forms. Contrary to the recent past, too much land is now available. What should be done with that land ? One of the possible solution is to cultivate oilseeds (rape, sunflower, soybean), of which the EC is short.

This paper tries to define trends in this important sector. To this end, the following items will be dealt with :

- the predictable situation, around the year 2000 and within a worldwide frame, on the

oils and meals markets;

- the likely evolution in the different parts of the subsector : production, processing, trade, consumption;

- the guidelines of the European policy in the field;

- the arguments favourable to the development of these speculations in the EC.

If a lot of elements must be taken into account and are questionable, the future of oilseeds chiefly depends on the political will of the European decision-makers and its translation in financial terms : cultivating oilseeds must be profitable to the producers.

---

## Zusammenfassung

### *Die Ölpflanzen in der EWG : Zukunftsaussichten ?*

Die europäische Landwirtschaft wirft heutzutage viele Fragen auf. Nach einer Zeit Sonderexpansion müssen die Erzeugungen jetzt beschränkt werden. Das System der Quoten wird in der Haupterzeugungen in verschiedenen Formen gebraucht. Im Gegensatz zu der früheren Lage haben wir heute zu viel Land. Was muss damit gemacht werden ? Eine mögliche Lösung ist der Anbau der Ölpflanzen, die in der E.G. mangelhaft sind. Dieser Artikel versucht, die Zukunftsaussichten in diesem wichtigen Gebiet herauszustellen. Deshalb werden die folgenden Themen nacheinander angeschnitten werden :

- die voraussehbare Lage, im Jahre 2000 und

in einem weltweiten Bereich, auf dem Markt der Öle und der Ölkuchen;

- die wahrscheinliche Entwicklung der Erzeugung, der Verarbeitung, des Handels, des Verbrauchs;

- die allgemeine Richtung der E.G. - Politik im Gebiet;

- die Aspekte für die Entwicklung des Anbaus der Ölpflanzen in der E.G.

Viele Elemente spielen hier eine Rolle und bringen Fragen, die Zukunft der Ölpflanzen aber hängt vor allem von dem politischen Willen der europäischen Führer und von der finanziellen Auswirkung : dieser Anbau muss für die Produzenten einträglich sein.